



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 2699

Texte de la question

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT

M. le président. La parole est à Mme Danielle Auroi, pour le groupe écologiste.

Mme Danielle Auroi. Je tiens d'abord à mon tour à témoigner ma solidarité au peuple tunisien et aux familles des victimes de l'épouvantable attentat qui vient d'avoir lieu au musée du Bardo. (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et SRC.*)

Ma question s'adresse à Mme Annick Girardin. Madame la secrétaire d'État, vous revenez de la conférence de l'ONU sur les risques climatiques qui s'est tenue à Sendai au Japon, pays fortement touché par le tsunami de 2011 et par Fukushima. Les experts de l'ONU l'assurent : à cause du changement climatique, les catastrophes naturelles surviennent plus fréquemment et font plus de dégâts, notamment dans les zones insulaires ou d'urbanisation rapide.

Les habitants de l'archipel des Vanuatu, pays parmi les plus pauvres du monde, viennent d'en faire la douloureuse expérience, avec un cyclone particulièrement dévastateur. Menacées par la montée des eaux et la salinisation des terres, ces îles, comme les Sundarbans dans le golfe du Bengale, subissent de plein fouet le dérèglement climatique, qui nous affecte directement aussi. Mais la capacité d'intervention n'est pas la même que l'on soit un pays riche ou un pays pauvre. Si rien n'est fait, les impacts du réchauffement dans les pays pauvres seront démultipliés et les populations fragilisées viendront grossir les rangs des réfugiés climatiques.

Ces enjeux fondamentaux seront à l'ordre du jour de la conférence d'Addis-Abeba en juillet prochain, qui doit réussir pour que celle de Paris soit conclusive. Terrible paradoxe : ce sont les populations qui n'ont pas bénéficié des retombées de la croissance effrénée qui en paient aujourd'hui le prix fort. La justice en matière de changement climatique, comme en matière fiscale, a encore beaucoup à faire.

Alors que 2015 est à la fois l'année européenne du développement et l'année où la France accueillera la conférence mondiale sur le climat, quelles réponses pouvons-nous apporter à l'échelle nationale et à celle de l'Union européenne afin d'établir une véritable équité ? Des fonds pourront-ils être dégagés pour prévenir les risques et les anticiper, plutôt que d'attendre que le pire soit advenu ? Comment comptez-vous mettre en place concrètement la solidarité climatique indispensable au succès de la COP21 ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et sur plusieurs bancs des groupes SRC et RRDP.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie.

Mme Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie. Madame la députée, je tiens à témoigner à nouveau de notre solidarité avec le Vanuatu. Conformément aux annonces du Président de la République, nous nous sommes mobilisés en envoyant des forces, des hommes et du matériel dans l'archipel.

Le cyclone Pam est le plus terrible que l'on ait connu dans le Pacifique. Or il pourrait n'offrir qu'un aperçu d'un monde dans lequel la température moyenne aurait augmenté de quatre degrés. C'est en effet ce qui nous attend si nous ne nous mobilisons pas tous et si nous n'agissons pas suffisamment vite.

Agir, c'est quoi ? C'est trouver un accord à Paris en décembre 2015 pour remettre l'humanité sur la trajectoire des deux degrés. Nous éviterons ainsi au maximum les dérèglements climatiques, notamment la recrudescence des catastrophes climatiques. Agir, c'est adopter les objectifs du développement durable lors du sommet spécial qui se tiendra à New York, car le lien entre climat et développement n'est plus à faire. Vous l'avez dit vous-même, madame la députée : malheureusement, ce sont toujours les mêmes qui sont les plus touchés. Agir, c'est alimenter le Fonds vert pour le climat, mais aussi trouver des financements pour Addis-Abeba.

Lors de ces grands rendez-vous internationaux, l'Union européenne doit parler d'une seule voix, celle de la solidarité internationale. Mais nous ne pouvons nous contenter d'aller de réunion en réunion ; il faut également répondre par des actions et des projets concrets. Ainsi, avec Laurent Fabius, à Sendai au Japon, nous avons proposé il y a quelques jours de mobiliser nos technologies en faveur d'un système simple d'alerte climatique d'urgence, destiné à avertir du danger les habitants des territoires les plus fragiles. Je tiens à dire que la solidarité climatique passe par l'écoute de tous et surtout par l'effort des plus forts en faveur des plus faibles. *(Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et SRC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Danielle Auroi](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (3^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2699

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Francophonie

Ministère attributaire : Francophonie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 mars 2015](#)